

La droite part en guerre contre l'administration galopante

Lutter contre la bureaucratie Les Jeunes PLR lancent une initiative pour freiner l'embauche de fonctionnaires ou leurs hausses salariales. À gauche, on parle d'attaques idéologiques.

Florent Quiquerez Berne

Lutter contre la bureaucratie est un combat permanent du PLR. Le parti avait même lancé une initiative en ce sens, avant d'échouer en 2012 à récolter le nombre suffisant de signatures. Quatorze ans plus tard, ce sont les jeunes du parti qui reprennent le flambeau. Ils lancent ce mardi une initiative populaire «pour un frein à l'administration».

«Nous avons réussi à assainir nos finances grâce au frein à l'endettement, réagit Pauline Blanc, vice-présidente des Jeunes PLR Suisse. En s'inspirant de ce mécanisme pour freiner la hausse de l'administration, nous serons enfin capables de lutter contre l'explosion de la bureaucratie.»

Les contours du texte avaient déjà été esquissés en septembre, lors d'une assemblée des Jeunes PLR. Le principe est de lier la hausse des dépenses du personnel de la Confédération à l'évolution du salaire médian. En résumé: si les salaires progressent de 1% au niveau national, la Confédération ne pourra pas consacrer plus de 1% supplémentaire à son personnel. Autre possibilité, si la Confédération accorde à ses employés une compensation au renchérissement de 1%, elle ne pourra pas augmenter ses effectifs.

Des exceptions sont toutefois prévues. L'initiative permet par exemple au parlement de suspendre ce frein si une majorité absolue est trouvée dans les deux conseils. À noter aussi que les Écoles polytechniques fédérales ne seraient pas concernées par ce frein. Les Jeunes PLR estiment que tant l'EPFL que l'EPFZ, son pendant zurichois, sont des facteurs de prospérité.

Un nombre record de fonctionnaires

L'initiative des Jeunes PLR ne tombe pas de nulle part. Chaque année, la Confédération étoffe ses effectifs. Selon le budget 2026, l'administration fédérale comptera au total 39'460 emplois équivalents plein temps. C'est plus qu'en 2025, année record. Avec, à la clé, une facture plus lourde pour la Confédération. L'an dernier, sur un budget total de 86 milliards, elle a ainsi dépensé 6,5 milliards à ce titre. C'est un milliard de plus qu'en 2015.

Si le nombre de fonctionnaires ne cesse d'augmenter, on note aussi que les salaires offerts par l'État sont supérieurs à ceux du privé. Une étude de l'Université de Lucerne avait mis le feu aux poudres en 2023. Elle montrait que le secteur public payait en moyenne 11,6% de plus que le privé dans l'administration fédérale, 4,3% dans les cantons et 3,4% dans les communes.

Une situation qui n'a pas laissé de marbre les élus fédéraux. En mars dernier, le parlement validait ainsi une motion exigeant d'aligner les salaires de l'administration avec ceux du marché privé. Ce n'est pas tout. En décembre, le Conseil fédéral décidait aussi de n'accorder au



Pauline Blanc et les Jeunes PLR sont à l'origine de l'initiative «Pour un juste équilibre entre administration fédérale et population (frein à l'administration)». Marie-Lou Dumauthioz

«Qui dit plus de fonctionnaires dit plus de rapports internes, plus de lois et donc au final plus de bureaucratie. Et cette dernière pèse tant sur les entreprises que sur les ménages.»

Pauline Blanc
Vice-présidente des Jeunes PLR

personnel de la Confédération qu'une compensation du renchérissement de 0,1% pour l'année 2025, alors que ce dernier est de 0,2%. Sans compter que le plan d'austérité de la Confédération impactera aussi l'administration. D'où cette question: l'initiative ne tombe-t-elle pas à côté?

«Notre texte vise une réforme en profondeur, rétorque Pauline Blanc. La problématique des salaires est importante, car on ne peut pas tolérer qu'il y ait une forme de concurrence déloyale entre le public et le privé. Mais la réflexion de fond porte sur la hausse continue du nombre de fonctionnaires. Car qui dit plus de fonctionnaires dit plus de rapports internes, plus de lois et donc au final plus de bureaucratie. Et cette dernière pèse tant sur les entreprises que sur les ménages, car les lois fédérales se répercutent ensuite aux niveaux cantonal ou communal. À chaque fois, ce sont de nouvelles lois et de nouveaux règlements.» Pour elle, rompre ce cercle vicieux est «la priorité numéro une» de cette initiative.

Les Jeunes PLR rassemblent, des Vert'libéraux à l'UDC

Les Jeunes PLR ne sont pas seuls dans leur combat. Ils sont soutenus par des élus de leur parti, mais aussi du Centre, des Vert'libéraux ou de l'UDC. Parmi les personnalités à s'engager: Fabio Regazzi, président de l'Union suisse des arts et métiers (USAM), la plus grande faïtière économique du pays. Il faut dire que la bureaucratie est un thème qui fâche dans les milieux économiques. En novembre, une étude arrivait à la conclusion que la Suisse pourrait économiser 30 milliards par an si les processus administratifs étaient modernisés et davantage numérisés. De quoi galvaniser les initiateurs et leurs soutiens.

En face, la gauche dénonce une nouvelle attaque contre les

fonctionnaires. Membre de la Commission des finances, Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE) tombe des nues lorsqu'on lui apprend le lancement de cette nouvelle initiative populaire: «Franchement, ils ne trouvent pas qu'on a déjà assez économisé avec le plan d'austérité du Conseil fédéral?» Et la Genevoise de rappeler que – même si l'ampleur de ce paquet a été diminuée d'un tiers – des coupes transversales ont quand même eu lieu dans les différents offices et départements avec des réductions de postes à la clé. «L'administration a besoin de stabilité pour être performante, et pas d'être remise en permanence en question par les politiques.»

Ce qui fait notamment réagir la socialiste, c'est l'idéologie qui se cache derrière cette idée de frein. «Les Jeunes PLR se trompent en voulant réduire de façon mécanique les frais engendrés par l'administration. D'une part, ce raisonnement met de côté le fait que l'administration fournit des prestations à la population. D'autre part, il oublie complètement que si l'État veut rester compétitif comme employeur et attirer des gens compétents, il doit pouvoir rivaliser avec le privé. Ces deux éléments ont un coût.»

Et le Conseil fédéral, dans tout ça? En réponse à une motion UDC qui demandait déjà de limiter l'administration, le gouvernement avait expliqué – en 2022 – qu'il menait «une politique prudente en matière de ressources» et s'efforçait «de maintenir à un niveau approprié tant les dépenses de personnel que les effectifs». «Ce n'est qu'ainsi que les dépenses de personnel ont pu être maintenues à quelque 8% des dépenses totales ordinaires de la Confédération ces dix dernières années, malgré les défis croissants posés à l'administration fédérale.»